

blème, pas seulement pour vous et pour les pays voisins, mais aussi pour la planète tout entière. Que peut-on faire ? C'est déjà bien tard. Mais pour la technologie, nous vous apporterons la nôtre.

La France vous apportera son soutien pour obtenir des financements de la BERD et de la Banque mondiale, pour mobiliser les crédits de l'assistance technique européenne et multiplier les démarches dans tous les sens, et puisque nous avons bâti des relations qui doivent se faire constructives, je viens vous dire ici que la France, là encore, sera proche de vous.

Nous sommes là depuis quelques heures, j'espère que chacun des membres de la délégation française a pu rencontrer leurs homologues, s'informer, vous informer, préparer le travail de demain. Je tiens à vous remercier Monsieur le Président et vous, Madame, de la qualité de votre hospitalité. Nous avons essayé il y a six mois de vous témoigner l'estime que nous portons à votre peuple et maintenant, je voudrais vous dire, Monsieur le Président, combien je serai heureux de recevoir dans un avenir que j'espère proche, les lettres de créance du Premier ambassadeur d'Ouzbékistan en France. L'ouverture d'une ambassade à Paris contribuera à l'évidence à dynamiser et à intensifier nos relations. Les membres du gouvernement et les entrepreneurs qui m'accompagnent s'emploieront dès ce soir, s'ils ne l'ont déjà fait, à travailler en ce sens.

Avant de conclure et de lever mon verre à mon tour, selon la tradition, je veux célébrer la patience d'un peuple, le vôtre qui a su aménager une nature difficile, non seulement pour y survivre mais aussi pour y développer une brillante culture, les travaux de la terre mais aussi les travaux de l'esprit. Patience d'un peuple qui aime les arbres, qui les soigne, qui sait attendre et protéger leurs fruits, mais la patience, on le comprend, ne suffit pas, s'il lui manquait l'espoir.

En levant mon verre à l'Ouzbékistan, à son peuple, à sa prospérité, comme à votre santé, Monsieur le Président et à vous, Madame, et pour ceux que vous aimez, oui, je lève mon verre à l'amitié entre nos peuples.

Vive l'Ouzbékistan !

Vive la France !

PARIS, 25 AVRIL 1994

Bosnie - Interview accordée par le ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à RTL

Ex-Yougoslavie - Bosnie - Gorazde - ultimatum de l'OTAN

Q - Finalement, hier soir, les Serbes bosniaques se sont, semble-t-il, conformés à l'ultimatum de l'OTAN. Quelle leçon doivent en tirer les grands pays, dont la France, membre du Conseil de sécurité ? On a pu avoir l'impression que les pays occidentaux n'avaient pas été suffisamment fermes suffisamment vite ?

R - C'est vrai. Je l'ai dit moi-même, il y a plusieurs

jours maintenant, la réaction a été trop lente et trop faible. Il faut en tenir compte à l'avenir.

Je voudrais souligner le fait que ce qui est en train de se passer pendant que nous parlons est dans la droite ligne des initiatives que la France a prises depuis quelques jours. Nous avons souhaité que le Conseil de sécurité refuse le fait accompli à Gorazde. Cela a été acquis grâce à une résolution votée à l'unanimité, sur proposition de la France. Le scepticisme régnait sur l'efficacité de cette résolution. Nous avons immédiatement fait en sorte que l'Alliance atlantique lui apporte le soutien de la force et ceci a poussé les Serbes à reculer, trop lentement, car les prescriptions de l'ultimatum n'ont pas été respectées à la lettre et je m'en suis moi-même, je dois le dire, hier un peu inquiété. Et puis les informations dont nous disposons aujourd'hui tendent à montrer que le cessez-le-feu est enfin respecté et que les Serbes ont évacué la zone de trois kilomètres comme cela leur avait été demandé.

Q - Il reste une partie de l'ultimatum, qui consiste à reculer les armes lourdes au-delà de 20 kilomètres d'ici mercredi ?

R - Vous avez tout à fait raison. Il va falloir leur tenir la main. J'ai entendu des déclarations du représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies sur le terrain, M. Akashi, disant qu'il allait y veiller et nous allons y veiller aussi. Je crois qu'il faut faire comprendre aux Serbes que nous sommes décidés à la fermeté. Ce qui s'est passé à Gorazde, je le répète, a été un mauvais fonctionnement du système sur le terrain. Il ne faut pas que ça se reproduise dans les autres zones de sécurité et là encore, les précautions ont été prises aussi bien que par les Nations unies que par l'Alliance atlantique.

Q - Est-ce que vous pensez qu'il y a un risque pour les autres zones de sécurité, pour les autres enclaves musulmanes de Bosnie ?

R - Après Sarajevo, où l'ultimatum avait fonctionné de manière satisfaisante, on avait pu penser que les Serbes avaient compris. Et puis Gorazde a montré leur détermination à se comporter sauvagement sur le terrain car ils continuent à le faire. En quittant Gorazde, ils bloquent encore les évacuations humanitaires, ils font sauter des installations collectives. Donc, ils se comportent sauvagement. Il n'y a aucune raison de penser qu'ils ont renoncé à le faire dans les autres zones de sécurité, d'où la nécessité d'une extrême vigilance et d'une extrême fermeté si ça recommençait.

Dans le même temps et ça aussi, c'était une initiative française, il ne faut pas bien sûr négliger la voie diplomatique et de même qu'il faut être très ferme sur le terrain, il faut être opiniâtre, je dirais même entêté pour obtenir que le processus diplomatique se noue. C'est dans cet esprit que je vais cet après-midi même...

Relance du processus de règlement politique global

Q - Quel est l'objectif ? C'est une rencontre avec vos homologues américain et anglais à Londres ?

R - C'est exact. Je vais donc rencontrer M. Christopher et M. Hurd. Vous savez que la France a proposé

par la voix du Président de la République, et le gouvernement avait également fait cette proposition, une rencontre des grandes puissances sans lesquelles le conflit ne se réglera pas, c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, les pays de l'Union européenne et puis les Nations unies.

Il faut préparer maintenant très activement cette rencontre et la première réunion que nous avons tous les trois cet après-midi va dans ce sens. Il faut définir une position commune pour dire ensuite aux belligérants "maintenant, revenons à la table de négociations et discutons sérieusement". Les principes ont été fixés, mais nous n'arriverons pas, malgré les efforts qui ont été faits séparément par les Européens d'abord, puis par les Américains dans leur coin, puis par les Russes dans le leur, à provoquer cette négociation globale. Il faut maintenant le faire parce qu'on le voit bien, quelle que soit la nécessité de l'extrême fermeté sur le terrain, ce n'est pas ça qui globalement permettra de parvenir à la paix.

Q - Alors comment on peut y arriver ? Comment peut-on amener notamment les Serbes à la table de négociations ?

R - Nous avons un moyen de pression fort sur les Serbes qu'il faut utiliser - je parle des Serbes de Belgrade - c'est les sanctions, qui font mal et qui doivent continuer à faire mal tant que les Serbes ne se seront pas montrés plus coopératifs. Il faut surtout que les Russes, les Américains et les Européens parlent le même langage, car ce qui s'est passé au cours des dernières semaines, c'est que les belligérants ont joué des différences qu'il pouvait y avoir entre nous. Et ce même langage doit s'unifier autour des grands principes du plan de l'Union européenne, c'est-à-dire une Bosnie-Herzégovine qui en soit une, un système institutionnel très souple entre les trois communautés et un partage du territoire. Les pourcentages ont été acceptés par tout le monde. Il faut maintenant dessiner la carte pour qu'on sorte enfin du dialogue de sourds où l'on s'empêtre depuis des mois et des mois.

Q - Et donc, la fermeté doit aller de pair tout au long de cette tentative diplomatique ?

R - Bien entendu parce que, pendant que les diplomates discutent, il faut qu'on fasse savoir aux belligérants que s'il faut frapper par la voie aérienne pour faire respecter les décisions de la communauté internationale, nous sommes maintenant déterminés à faire vite et fort.

Union européenne - ex-Yougoslavie

Q - On a beaucoup dit qu'une Europe plus unie, plus construite aurait pu arrêter le conflit dans l'ex-Yougoslavie. A votre avis, c'est une vue de l'esprit ?

R - Non, c'est un objectif pour le moyen terme. Il est vrai que s'il y a deux ans, l'Europe avait disposé par exemple d'une force d'action rapide capable de projeter 50 000 hommes sur le terrain, on aurait pu avoir l'effet dissuasif nécessaire. Je ne crois pas non plus qu'il faille tirer systématiquement sur l'Europe comme sur le pianiste. Elle ne disposait pas, parce que ça n'existe pas dans les traités, de l'instrument nécessaire pour mener une politique extérieure et de sécurité commune. Cela existe depuis six mois à peine et nous en

sommes aux balbutiements. Il faudra aller plus loin parce que c'est vrai qu'aujourd'hui, on a un peu de mal à faire fonctionner ces institutions.

Q - C'est un thème central, la Bosnie, dans la campagne qui va s'ouvrir pour les élections européennes ? Vous souhaitez que les candidats RPR et UDF aient des positions tranchées là-dessus ?

R - Je le souhaite. Que peut apporter l'Europe dans les cinq ou dix ans qui viennent, dans les cinq ans puisque ce sera la durée du mandat de ce Parlement européen ? C'est un plus dans deux domaines qui touchent les Français de très près comme l'ensemble des Européens : l'emploi et la croissance d'abord. Il faut que l'Europe soit un plus pour la croissance et pour l'emploi et ensuite, la paix car nous sommes dans un continent, on le voit bien, devenu beaucoup plus imprévisible, beaucoup plus instable et donc beaucoup plus dangereux depuis la chute du mur de Berlin, qui nous a tous réjoui. (...).

Q - Une toute dernière question. Le Président de la République, François Mitterrand, se rend en visite en Ouzbékistan et au Turkménistan. Vous ne l'accompagnez pas. C'est très rare qu'un ministre des Affaires étrangères ne soit pas avec le Président à l'étranger ?

R - Bien sûr. La règle veut que j'accompagne le Président dans ses déplacements, mais je lui ai demandé de tenir compte de la situation internationale, notamment en Bosnie bien évidemment, de la réunion que j'ai cet après-midi à Londres et peut-être dans les jours qui suivent d'autres réunions à quatre. Le Président a bien voulu comprendre que ma présence à Paris était peut-être utile.

LONDRES, 25 AVRIL 1994

Bosnie - Conférence de presse conjointe du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé et de M. Douglas Hurd à l'issue de l'entretien avec le Premier ministre britannique, M. John Major - Propos du Ministre

Ex-Yougoslavie - Bosnie - mise en place du groupe de contact - règlement politique global

Je me suis réjoui de la conversation très approfondie que je viens d'avoir avec le Premier ministre, M. John Major. Quant à notre réunion à trois, Warren Christopher, Douglas Hurd et moi-même, elle a permis, je crois, de franchir un nouveau pas important dans notre action en Bosnie. Nous avons d'abord pu constater notre totale convergence de vues pour ce qui concerne les aspects militaires de la situation. Nous sommes également attachés à une stricte application des résolutions du Conseil de sécurité et des décisions de l'Alliance atlantique. Et nous devons donc rester très vigilants, d'abord dans les heures qui viennent à Gorazde, et également vis-à-vis des autres zones de sécurité.

Sur le plan diplomatique, comme vous le savez, j'ai souhaité pour ma part depuis plusieurs semaines que